



L'Europe actuelle



En quelques mots...

Cette fiche présente l'origine, l'évolution et l'actualité des différentes organisations européennes. Il s'agit de comprendre l'Union européenne (UE) actuelle comme une organisation clé dans une architecture européenne d'ensemble qui s'est construite depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et où chaque acteur occupe une place bien particulière ; le Conseil de l'Europe protège les valeurs politiques et humaines fondamentales, l'Union européenne assume un rôle géopolitique de plus en plus prononcé : la CEE est avant tout une union douanière, contrairement à l'Association européenne de libre-échange (AELE) qui est une zone de libre-échange sans tarif extérieur commun. Cette architecture d'ensemble comprend aussi des organisations dont font partie des Etats non-européens comme l'Organisation pour la coopération économique et le développement (OECD) qui a une fonction d'expertise économique ou encore l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui reste la seule en Europe dont font encore partie aujourd'hui à la fois la Russie et les Etats-Unis. Il s'agit d'appréhender la dynamique du processus de construction européenne par rapport à l'UE qui a vocation de s'élargir géographiquement et d'accroître ses domaines d'intervention et qui crée des espaces de coopération à géométrie variable à l'intérieur et avec ses voisins tels que l'Espace économique européen (EEE), la zone euro ou alors l'espace Schengen de libre circulation des citoyens. Un accent est également placé sur les crises qui ont frappé l'Europe depuis 2008 : crise économique, crise humanitaire (migratoire), Brexit et Covid-19 afin de pouvoir dresser un bilan de ces défis et donner des pistes pour l'avenir de l'Europe, de l'intégration européenne et plus particulièrement de l'UE.



Faits et chiffres

- L'Europe actuelle ne se limite pas à l'Union européenne (UE) et ses 27 Etats membres en 2023.
- L'UE est insérée dans une architecture de plusieurs organisations européennes : le Conseil de l'Europe créé en 1949 avec 46 Etats-membres (après l'exclusion de la Russie), l'Association européenne de libre-échange (AELE) créé en 1960 avec 4 Etats-membres.
- L'Europe est également une composante clé dans deux autres organisations internationales : l'Organisation pour la coopération économique et le développement (OECD) créée en 1961 avec 38 Etats-membres et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) créée en 1995 qui comprend 57 Etats-membres.
- L'UE a d'ailleurs vocation à s'élargir et elle a mis en place des coopérations à géométrie variable qui créent des communautés fonctionnelles avec des Etats-membres et non-membres de l'Union, dont notamment l'Espace économique européen (EEE) avec 30 Etats, l'espace Schengen avec 26 Etats et la zone euro avec 20 Etats.



Pourquoi cette thématique ?

En tant que citoyen européen, on doit apprendre à connaître le fondement de l'idée européenne et le processus de la construction européenne et comprendre comment les différentes organisations européennes ont vu le jour, à commencer par le Conseil de l'Europe et la Communauté européenne du charbon et d'acier (CECA) qui est à l'origine de la Communauté économique européenne (CEE) et ensuite de l'Union européenne (UE). Il est donc nécessaire de pouvoir situer l'UE actuelle dans l'architecture des organisations régionales européennes et internationales telles l'AELE ou l'OSCE. Chaque organisation européenne a son histoire, sa géographie des membres, son fonctionnement institutionnel, ses domaines d'interventions. A côté de la complexité de l'agencement entre ses différentes organisations en Europe, il y existe des espaces de coopération fonctionnels, économiques, monétaires ou pour la libre circulation des personnes qu'il s'agit de connaître afin de pouvoir saisir la géométrie variable de ces institutions et coopérations européennes et de pouvoir ensuite mener une réflexion critique sur l'actualité européenne.



Les informations clés

Origines et faits marquants

L'idée d'unifier l'Europe pour sauvegarder la paix est déjà très présente dans l'entre-deux-guerres. Après la Première guerre mondiale en 1919, de nombreux projets de construction européenne sont proposés qui envisagent différentes approches géographiques (l'Europe continentale, l'Euroafrrique, l'Europe euro-atlantique, etc.), méthodologiques (l'Europe des nations, l'Europe fédérale, confédérale) et fonctionnelles (l'Union douanière, l'Union monétaire). Avec la montée du nationalisme, presque aucun de ces projets ne voit le jour et il faut attendre la fin de la Deuxième guerre mondiale en 1945 pour que les premières organisations européennes soient effectivement créées.

Favorisée par la guerre froide, l'intégration européenne est appuyée par les Etats-Unis pour faire bloc contre l'expansion du communisme et la première organisation européenne, l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) est mise en place en 1948, à la suite du plan Marshall qui propose une aide américaine matérielle et financière pour la reconstruction de l'Europe. Les 16 Etats membres de l'OECE sont les pays démocratiques occidentaux, car l'Europe de l'Est est exclue par le rideau de fer. L'OECE a un but économique et se transforme en 1961 en Organisation pour la coopération économique et le développement (OECD), mais après le Congrès de la Haye, où se réunissent les représentants des mouvements européens, une deuxième organisation européenne va être créée à Strasbourg en 1949 par 10 Etats membres fondateurs (France, Royaume-Uni, les Etats du Benelux, l'Italie, la Suède, la Norvège, le Danemark, le Royaume-Uni et l'Irlande) sous une impulsion franco-britannique.

Le Conseil de l'Europe a une vocation plus politique et vise à protéger les valeurs fondamentales de la démocratie, de l'Etat de droit et des droits de l'Homme. Mais il n'y a pas unanimité sur la finalité de l'Europe, fut-elle fédérale et c'est pour cette raison qu'une autre organisation européenne sera annoncée par la déclaration de Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères français, le 9 mai 1950 : [Communauté européenne de Charbon et d'Acier](#) (CECA), fondée sur le couple franco-allemand et associant les trois pays du Benelux et l'Italie. La CECA voit le jour en 1952 et envisage la mise en commun de la production de charbon et d'acier par un mode d'intégration supranationale. Deux autres communautés s'y ajoutent en 1957 lors de la signature des traités de Rome : l'Euratom qui vise à la coopération en matière d'énergie nucléaire civile et la Communauté économique européenne (CEE) qui prévoit la création d'un Marché commun sur le fondement d'une union douanière.

Mais là encore, il y a des visions de coopération économique concurrentes, ce qui conduit à former en 1961, sous leadership britannique et avec l'appui des pays nordiques, l'Association européenne de libre-échange (AELE), laquelle envisage une libéralisation d'échanges économiques sans établir une union douanière. En s'élargissant progressivement à de nouveaux membres – y compris le Royaume-Uni en 1973 - et en étendant ses politiques d'intervention (politique commerciale, politique agricole, politique de l'environnement, etc.), la CEE prend de plus en plus d'ampleur et devient en 1992 l'Union européenne (UE). Celle-ci intervient désormais également dans des domaines plus politiques, notamment la coopération en matière de sécurité et défense ou dans la politique d'asile. Mais l'UE dépend toujours, en matière de défense, de l'Organisation du traité atlantique nord (OTAN) créée en 1950, qui assure la protection de l'Europe par les Etats-Unis pendant la guerre froide. Après la chute du mur de Berlin et la fin de l'opposition entre les deux blocs, cet équilibre ne change pas fondamentalement si ce n'est qu'une nouvelle organisation européenne est mise en place en 1995, [l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe](#) (OSCE), dont font partie de nombreux pays européens, mais également les Etats-Unis et la Russie.

L'UE ne cesse d'évoluer dans la période post-guerre froide pour devenir une organisation régionale toujours plus politique qui dispose d'institutions et d'une gouvernance quasi étatiques. Elle crée progressivement aussi des espaces de coopération plus fonctionnelle avec ses voisins, comme, avec l'Espace économique européen (EEE) en 1994, dont font partie la plupart des Etats membres de l'AELE. A l'intérieur, [l'espace Schengen](#) de libre circulation pour les citoyens, qui est fondé en 1985 par cinq Etats membres de la CEE et intégré dans l'UE en 1997 s'ouvre à des pays extérieurs sans comprendre tous les Etats de l'UE. La [zone euro](#) devient un espace monétaire commun dont ne profitent pas tous les Etats membres et qui s'ouvre également à l'extérieur.

L'Europe actuelle est donc compliquée et en plus, elle a été confrontée depuis 2008 à de nombreuses crises qui ont déstabilisé l'UE : crises économiques et 2008 et 2011, crise du Brexit à partir de 2014, crise migratoire de 2015, crise pandémique en 2019. Toutefois, la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine semble fortifier l'UE et la rendre attractive non seulement comme organisation d'intégration économique, mais aussi comme espace politique de sécurité.

Les organisations européennes

[Le Conseil de l'Europe](#)

Le Conseil de l'Europe est créé en 1949 à Strasbourg par 10 Etats fondateurs. C'est la première organisation européenne dont l'objectif est d'unifier les Européens. Sa fonction principale est la protection des valeurs fondamentales européennes : démocratie, droits de l'homme et Etat de droit. Jusqu'en 2008, il intègre 47 Etats du continent européen, y compris la Russie et les Etats du Caucase (Azerbaïdjan, Géorgie, Arménie), à l'exception du Kosovo et du Belarus. En 2020, la Russie est exclue du Conseil de l'Europe à cause de la guerre qu'elle mène contre l'Ukraine.

Procédure d'adhésion : Pour adhérer au Conseil de l'Europe, trois conditions doivent être remplies selon les articles 3 et 4 des statuts : il faut respecter les valeurs de la démocratie, de l'état de droit et des droits de l'homme et il faut être un Etat européen. Cela signifie aujourd'hui que tout Etat candidat doit signer la Convention européenne des droits de l'homme, mais depuis 1993, l'admission peut aussi être conditionnée par la signature d'autres instruments du Conseil de l'Europe (Charte de l'autonomie locale, Convention pour la protection des minorités, etc.). Un Etat candidat soumet sa demande d'adhésion au Comité des Ministres qui la transmet pour examen à l'Assemblée parlementaire. C'est l'Assemblée qui donne le feu vert par vote à la majorité pour l'adhésion d'un Etat. Contrairement à l'UE, le Conseil de l'Europe prévoit également à l'Art. 7 la possibilité de retrait d'un Etat et à l'Art. 8 la possibilité d'exclusion d'un Etat qui ne respecte pas les obligations et les valeurs fondamentales de l'organisation.

L'Union européenne

Depuis 1957, la CEE/l'UE est passée de 6 à 28 Etats membres puis 27 avec le retrait du Royaume-Uni, effectif en février 2020. Le dernier Etat devenu membre est la Croatie en 2013. Les pays candidats actuels sont le Monténégro, la Serbie, la Turquie, la Macédoine du Nord, l'Albanie, l'Ukraine, la Moldavie, la Bosnie-Herzégovine.

Procédure d'adhésion : Adhérer suppose une demande (la candidature), une négociation entre l'Etat candidat et l'Union européenne pour conclure un traité d'adhésion, qui doit ensuite être ratifié par l'UE et tous les Etats membres, ainsi que par l'Etat candidat. C'est pour ces raisons que le processus est long. Le traité (article 49 TUE) permet à tout Etat européen qui respecte les valeurs démocratiques de l'UE et s'engage à les promouvoir et présenter une demande d'adhésion à l'UE de candidater. L'adhésion suppose le respect de critères politiques (l'existence d'institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'homme, le respect et la protection des minorités), des critères économiques (l'existence d'une économie de marché viable et la capacité de faire face à la pression concurrentielle et aux forces du marché et la capacité administrative et institutionnelle à mettre en œuvre de façon effective l'acquis de l'UE (ensemble de droits communs) et la capacité à assumer les obligations découlant de l'adhésion à l'UE.

L'Association européenne de libre-échange (AELE)

L'AELE est créée en 1961 par les 10 pays membres de l'OECE non-membres de la CEE (Royaume-Uni, Irlande, Danemark, Portugal, Grèce, Autriche, Suisse, Norvège, Finlande, Suisse). Le but de l'organisation est d'établir une zone de libre-échange en Europe. Au fur et à mesure de l'élargissement de la CEE/UE, l'AELE perd ses membres et seulement deux nouveaux pays se joignent à l'organisation : l'Islande (1970) et le Liechtenstein (1991). Aujourd'hui l'AELE fonctionne donc avec seulement quatre Etats-membres : la Suisse, l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège.

L'Organisation pour la coopération économique et le développement (OECD)

L'OECD est créée en 1961 comme organisation successeur de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) issue du plan Marshall américain de reconstruction économique européenne en 1947. L'OECE était composée à l'origine des 16 Etats-membres de l'Europe occidentale qui acceptèrent l'aide américaine, mais après reconstruction du continent européen, l'OECD est dotée de nouvelles fonctions d'expertise et s'est élargie à de nouveaux membres en Asie, en Amérique et en Afrique. En 2023, elle compte ainsi 38 Etats-membres et regroupe plusieurs centaines d'experts. Aujourd'hui, elle publie surtout des études économiques et sociales et des statistiques, principalement concernant ses Etats-membres et sert de forum de négociation, par exemple sur la question de l'imposition mondiale des entreprises du numérique.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) est créée en 1995 entre 57 États membres en Europe, dont tous les Etats-membres du Conseil de l'Europe, mais aussi d'autres anciennes républiques d'Asie centrale de l'URSS, comme l'Ouzbékistan ou le Kazakhstan, mais aussi les Etats-Unis et le Canada. Il s'agit d'une organisation issue du processus de Helsinki qui a été lancé pendant la guerre froide au moment de la détente, à la fin des années 1960 et consiste en une série de conférences sur la sécurité et la coopération réunissant les pays d'Europe occidentale et de l'Europe de l'Est, sous les auspices de l'URSS et des Etats-Unis, dont le résultat principal sont les accords de Helsinki en 1975. L'OSCE traite des questions relevant généralement de la coopération en matière de sécurité dans un sens très large, qui se traduit par des missions de prévention des conflits, d'observations électorales, de lutte contre la traite des êtres humains et la discrimination, de promotion de la liberté des médias, de la maîtrise des armements, de la lutte contre le terrorisme, la traite des êtres humains, etc. Aujourd'hui, c'est la seule organisation de coopération européenne dont la Russie fait encore partie.

Les espaces de coopération

Espace économique européen (EEE)

L'Espace économique européen (EEE) est une union économique entre les 27 États membres de l'UE et trois États-membres de l'AELE (Norvège, Liechtenstein et Islande). Le premier accord d'association de l'EEE a été adopté en 1992 et visait tous les Etats-membres de l'AELE, mais la Suisse a refusé de s'y joindre. L'EEE prévoit l'extension du marché intérieur de l'UE, c'est-à-dire de la libre circulation des marchandises, des services, des capitaux à tous les Etats-membres de l'EEE.

Espace Schengen

L'Accord de Schengen est signé en 1985 par cinq Etats-membres de la CEE : la France, l'Allemagne et les trois pays du Benelux. Son objectif est de créer un espace de libre circulation pour les citoyens des Etats-membres sans contrôles frontaliers et sans obligation de présentation d'un passeport. La Convention qui rend l'espace Schengen fonctionnel entre en vigueur en 1995 et les normes de l'espace Schengen sont ensuite intégrées dans le droit de l'UE lors de l'adoption du traité d'Amsterdam en 1999. L'espace Schengen comprend aujourd'hui 26 Etats européens, dont 23 Etats-membres de l'UE et trois pays extérieurs : la Suisse, l'Islande et la Norvège. Par ailleurs, quatre micro-Etats européens (Liechtenstein, Monaco, Saint-Marin et le Vatican) et le territoire de Gibraltar appliquent également les Accords.

Zone Euro

La zone euro correspond à la zone monétaire regroupant les Etats qui adoptent l'Euro comme monnaie. Après l'adoption du traité de Maastricht en 1992, l'unification monétaire de l'UE est réalisée jusqu'en 2002. La zone euro a été créée en 1999 par onze pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal. Tous les Etats-membres de l'UE font partie de la zone euro. D'abord, le Danemark et le Royaume-Uni ont négocié un « opting-out ». Ensuite, comme il y a des critères économiques pour adhérer à l'euro, certains Etats-membres de l'UE doivent encore attendre de remplir les conditions nécessaires à l'adhésion. La zone euro a été ainsi progressivement élargie à la Grèce en 2001, la Slovaquie en 2007, à Chypre et Malte en 2008, à la Slovaquie en 2009, aux trois Etats baltes jusqu'en 2015 et à la Croatie en 2023. En dehors des 20 Etats-membres de l'UE, quatre micro-Etats (Andorre, Monaco, Saint-Marin et le Vatican), le Kosovo et le Monténégro utilisent également l'euro comme monnaie et font donc de facto partie de la zone euro.

Les crises

De nombreuses crises ont secoué l'UE depuis les années 2000. Ainsi, en 2008, la crise financière déclenchée aux Etats-Unis déstabilise la zone euro et met notamment les pays du Sud (Grèce, Italie, Espagne, Portugal) en difficulté. Ces derniers accusent l'UE et notamment l'Allemagne d'un manque de solidarité européenne pour sortir ensemble de la crise. En 2015, c'est la crise migratoire qui frappe le continent européen. Déclenchée par la guerre en Syrie, d'importantes vagues migratoires arrivent devant les portes de l'UE par la voie balkanique et à travers la Méditerranée, augmentant la pression sur les Etats-membres aux frontières externes comme l'Italie et la Hongrie, qui doivent traiter des demandes d'asile comme premier point d'entrée dans l'UE. Cette situation amène l'Allemagne à se déclarer volontaire pour accueillir les réfugiés, ce qui résulte à une entrée massive et non coordonnée de demandeurs d'asile dans l'UE. Cette fois-ci, c'est l'Allemagne qui déplore une absence de solidarité, car notamment les pays d'Europe centrale et orientale (Hongrie, Pologne, République Tchèque et Slovaquie) refusent l'établissement de quota de répartition des réfugiés. La crise de la pandémie de Covid-19 a encore accentué le sentiment d'un repli national des Etats membres de l'UE, notamment par cause d'une fermeture de quasiment toutes les frontières intérieures de l'UE pendant le premier confinement au printemps 2020. Mais la crise la plus inquiétante pour l'UE est sans doute le référendum en 2016 du Royaume-Uni sur la sortie de l'UE dans lequel 51,89% de la population vote en faveur du « leave » (Brexit).

Focus sur le Brexit

Le [Brexit](#), contraction des mots Bretagne (Britain) et exit, désigne la première mise en œuvre de la faculté de retrait d'un Etat membre de l'UE. Ce faisant, l'Etat devient un Etat tiers. Cela suppose une négociation des modalités de retrait puis la négociation de la relation future avec l'UE pour éviter un « no deal », absence de liens juridiques qui risque de bloquer les flux commerciaux et préjudicier aux citoyens de l'UE comme du nouvel Etat tiers. Cette négociation a duré 11 mois pour solder le Brexit et permis l'entrée en vigueur de l'accord sur les nouvelles relations commerciales en 2021. Depuis, de nombreuses tensions commerciales et politiques existent entre le Royaume-Uni et l'UE, au point que la déception des électeurs britanniques ne fait qu'augmenter. En février 2023, le Royaume-Uni et la Commission européenne concluent le cadre de Windsor, qui a pour objectif d'alléger les contrôles douaniers en Irlande du Nord et éviter les ruptures d'approvisionnement.

■ Les défis et perspectives pour l'avenir de l'UE

L'avenir de l'Europe dépend de la façon dont l'UE va relever les nombreux défis auxquels elle est actuellement confrontée. La réponse au défi de la relance économique après la pandémie Covid-19 a été l'adoption du plan économique « [Next Generation Europe](#) » en 2020, plan de relance de 750 milliards d'euros qui autorise la Commission européenne pour la première fois à emprunter au nom de toute l'Union. Pour sortir de la crise migratoire, la Commission européenne a annoncé dès 2019 un pacte pour la migration qui devrait établir des frontières « solides » aux confins de l'UE. Mais ce pacte est loin d'être finalisé et se heurte à l'opposition résolue de certains Etats-membres de l'UE contre le principe de quotas de réfugiés. L'UE est aussi confrontée depuis la guerre en Ukraine au défi d'une crise énergétique sans précédent du fait de la forte dépendance de l'UE aux importations de gaz russe, qui a fait croître l'inflation. Enfin la guerre met en exergue le défi pour l'UE de développer une véritable défense européenne commune pour ne pas dépendre uniquement de l'OTAN. Pour l'instant, la Communauté politique européenne (CPE) comme instance informelle de coopération intergouvernementale lancée en 2022 par le président français Emmanuel Macron est la seule réponse proposée au sein de l'UE. S'y ajoutent les défis du réchauffement climatique, du développement durable, d'une digitalisation régulée et d'une définition d'une nouvelle politique extérieure face à des pays comme la Russie ou la Chine. Enfin, l'avenir de l'UE dépendra également de la capacité de cette dernière de convaincre les citoyens eurosceptiques de la nécessité et des bénéfices d'une poursuite du processus d'intégration européenne.



Désormais, je suis capable de :

- Comprendre l'idée européenne et le processus de la construction européenne
- Comprendre la multiplicité des organisations sur le continent européen et leur géographie variable
- Comprendre le processus d'adhésion et d'appartenance
- Resituer les crises de l'Europe dans ces différents espaces et en comprendre les enjeux géopolitiques
- Identifier les défis pour l'UE et envisager son avenir



Boîte à outils

[Politique d'élargissement de l'UE](#)

[Processus d'adhésion à l'UE \(EN\)](#)

[Fiche thématique L'Espace économique européen \(EEE\)](#)

[La Zone Euro](#)

[Fiche thématique Zone Schengen](#)

[Article : Trois ans après le Brexit, les Britanniques expriment leurs regrets - Touteleurope.eu](#)

[Protocole sur l'Irlande et l'Irlande du Nord : explications](#)

[Article : Brexit : tous les événements depuis le référendum - Touteleurope.eu](#)

[Vidéo - L'UE face aux crises - ARTE](#)

[Vidéo - La crise migratoire dans l'UE vue de l'intérieur](#)

[Vidéo - Brexit, Pologne, Hongrie : les défis de l'UE - ARTE](#)



Je m'entraîne

1. A l'origine directe de l'Union européenne se trouve :

- a. le Conseil de l'Europe de 1949
- b. la Communauté européenne de charbon et d'acier (CECA) de 1952
- c. le Plan Marshall de 1947
- d. l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) de 1949

2. Laquelle de ces organisations européennes vise à établir une union douanière :

- a. l'Association européenne de libre-échange (AELE)
- b. la Communauté économique européenne (CEE)
- c. la Communauté européenne de charbon et d'acier (CECA)
- d. l'Organisation européenne de coopération économique (OECE)

3. Pourquoi l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) a-t-elle été transformée en Organisation économique de coopération et du développement (OECD) :

- a. parce qu'elle voulait mettre en place une politique de développement
- b. parce que l'Europe ne lui suffisait plus comme périmètre géographique et elle voulait s'internationaliser
- c. parce que son objectif initial de reconstruction économique en Europe avait été atteint et il fallait s'ouvrir à de nouvelles fonctions
- d. parce que les Etats-Unis se sont retirés de l'Organisation

4. Laquelle des affirmations suivantes n'est pas correcte par rapport à l'Organisation européenne pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) :

- a. elle est issue du processus de la Conférence sur la sécurité et coopération en Europe qui a abouti aux Accords de Helsinki en 1975
- b. elle s'occupe de la défense européenne et peut mettre en place des opérations militaires de maintien de paix en Europe
- c. elle dépasse le cadre européen parce que les Etats-Unis sont membres de l'Organisation
- d. c'est la seule organisation européenne de laquelle la Russie fait encore partie

5. Laquelle des affirmations concernant l'Association européenne de libre-échange (AELE) est correcte :

- a. Seuls les Etats-membres de l'Union européenne peuvent devenir membre de l'AELE
- b. L'AELE ne compte plus que 3 Etats-membres aujourd'hui
- c. L'AELE souhaite s'intégrer progressivement dans l'UE
- d. On ne peut pas être membre à la fois de l'AELE et de l'UE

6. L'espace économique européen (EEE) :

- a. est un accord-cadre de coopération économique entre la Suisse et l'UE
- b. étend le marché intérieur à tous les membres de l'AELE à l'exception de la Suisse
- c. étend le marché intérieur à tous les membres de l'AELE
- d. a été créé en 1957, parallèlement à la Communauté économique européenne (CEE)

7. Laquelle des affirmations concernant la zone Euro n'est pas exacte :

- a. elle ne comprend pas tous les Etats-membres de l'UE
- b. elle fait l'objet d'un opting-out de la part de certains Etats-membres de l'UE
- c. elle peut être élargie à de nouveaux Etats-membres de l'UE s'ils remplissent les critères économiques d'adhésion
- d. il n'y a aucun Etat extérieur de l'UE qui utilise l' Euro comme monnaie nationale

8. La zone Schengen signifie :

- a. que les contrôles d'identité des personnes sont supprimés à l'intérieur de l'espace de ses Etats-membres
- b. que tous les Etats-membres de l'UE doivent supprimer les contrôles d'identité des personnes
- c. que les contrôles des droits de douane sont supprimés par tous les Etats-membres de l'UE
- d. que l'UE assure la mobilité des travailleurs frontaliers par un passeport européen

9. Next Generation Europe est un projet issu :

- a. de la crise migratoire en 2015
- b. de la crise du terrorisme en 2015
- c. de la crise du COVID-19
- d. de la crise du Brexit

10. Laquelle des affirmations concernant le Brexit n'est pas exacte ?

- a. L'Union européenne a utilisé l'Art. 50 du traité pour opérer le Brexit
- b. Après le référendum sur le Brexit en 2016, le Brexit n'a eu lieu que le 31 janvier 2020
- c. Un protocole d'accord s'applique pour l'Irlande du Nord qui repousse la frontière douanière entre l'UE et le Royaume-Uni dans la mer
- d. Les dispositions du Brexit seront renégociées pour arriver à un nouvel accord global qui inclut l'Irlande du Nord

Réponses correctes : 1-b, 2-b, 3-c, 4-b, 5-d, 6-b, 7-d, 8-a, 9-c, 10-d.